



Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 15 janvier 2009)

Kenneth Blackman (Porte-parole ONUCI) : Mesdames et messieurs bonjour. Bienvenue à ce point de presse hebdomadaire de l'ONUCI. Aujourd'hui on a un invité spécial ; c'est M Steven Wagenseil du PNUD. Il va nous parler de l'appui financier au processus. Avant cela, j'aimerais faire quelques annonces.

Le Représentant Spécial, M. Choi, est actuellement à New York, où il assistera à la prochaine réunion du Conseil de Sécurité sur la Côte d'Ivoire. Il est accompagné du porte-parole, M. Hamadoun Touré. J'assure donc l'intérim.

Hier, le Représentant spécial a animé une conférence à l'Institut international de la Paix à New York devant un parterre de diplomates et d'experts en science politique. Il a parlé du maintien de la paix en général, de la sortie de crise ivoirienne, et du processus électoral. M. Choi a noté les progrès atteints dans le cadre de l'opération d'identification et d'enrôlement, qui a permis l'identification de plus de trois millions de personnes, alors qu'un an auparavant, personne n'aurait parié sur la réussite de l'identification. Un communiqué vous sera envoyé la dessus.

Hier, à Seboko, nous avons organisé une rencontre entre des représentants des médias et d'autres composantes de la société civile pour jeter les bases d'un dialogue productif avec pour but le développement d'une meilleure synergie, une meilleure complémentarité entre eux. Le thème de la rencontre était « Le rôle des medias et de la société civile dans le processus démocratique ». On a eu droit à un débat très enrichissant, dont j'aimerais mentionner brièvement ici quelques messages clefs.

- l'importance d'avoir des valeurs partagées, quel que soit son bord politique, qu'on soit journaliste ou membre d'une ONG ;
- L'importance de créer de l'espace dans les médias pour la société civile ;
- L'importance de forger des partenariats efficaces, au-delà des différences, entre médias et société civile.

Une note d'information sur cette rencontre sera publiée au courant de la journée et le rapport complet de cet événement vous parviendra dans les plus brefs délais.

J'aimerais également annoncer que nous commençons lundi, à Bassam, un séminaire de 5 jours sur le journalisme d'investigation. Ce séminaire sera animé par un expert en medias et démocratie, M. Derek Quinn.

Puis, le 20 et 21 janvier, l'ONUCI organise un forum sur l'implication de la société civile dans le processus de paix, dans la ville d'Agboville.

Sans plus tarder, je passe la parole à M. Steven Wagenseil.

Steven Wagenseil (Conseiller Technique Principal au Projet PAPE/PNUD) :

Bonjour tout le monde. Je profite d'abord de cette occasion pour vous souhaiter mes vœux pour 2009. Et je dois vous dire que c'est un grand plaisir pour moi d'être de retour en Côte d'Ivoire. Je suis le Conseiller Technique principal de ce projet depuis novembre, mais ce n'est pas ma première visite parce qu'auparavant, j'ai fait deux ans en Côte d'Ivoire dans le Corps de la Paix américain. Je retrouve un pays qui a beaucoup changé à travers les années, mais un pays qui m'est très cher. Donc je suis content de pouvoir travailler avec vous pour la paix et l'unité du pays pour les élections qui viennent.

Je voulais faire ce point de presse avec vous pour présenter le Programme d'Appui au Processus Electoral en Côte d'Ivoire (PAPE). C'est un projet qui est en action depuis peu de temps, mais il a pris une nouvelle formule avec la signature en décembre d'un nouveau document de projet entre le Gouvernement, la Commission Electorale Indépendante (CEI) et le PNUD. Le montant total du projet est de [FCFA] 36 milliards 793 millions et quelque, qui est l'estimation globale du budget du processus électoral. [...] Nous sommes là pour travailler avec la Commission Electorale Indépendante et d'autres acteurs en Côte d'Ivoire pour le bon déroulement du processus électoral. Le Programme vise à appuyer la Commission Electorale Indépendante pour l'organisation d'élections transparentes, crédibles et inclusives dans le cycle électoral ivoirien. À travers la Primature, le Ministère de l'Economie et des Finances et la Commission Electorale Indépendante, le Gouvernement de Côte d'Ivoire avec les partenaires au développement, le Système des Nations Unies, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, les ONG et la Société Civile sont tous nos partenaires

Le financement est mobilisé à travers un panier de fonds commun ouvert à tous les partenaires au développement. A ce jour, ont effectivement contribué au panier les partenaires suivants : l'Union Européenne, le Japon, la République Française, le Royaume Uni de Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la République Fédérale d'Allemagne et le PNUD. C'est le PNUD qui est chargé de la mise en place et de la gestion du Panier de Fonds.

Le programme s'articule autour de 09 composantes qui sont les suivantes : Appui institutionnel et opérationnel à la CEI ; matériel et logistique électoral avec l'acquisition de matériels et le transport ; formation et développement des capacités à court et à long terme pour les membres de la CEI à tous ses niveaux, d'autres intervenants, la société civile, les agents de l'administration territoriale. Il y a aussi la Communication Institutionnelle à l'intérieur de la Commission Electorale et ses démembrements ; l'information électoral et l'éducation électoral pour encourager les citoyens ; l'appui aux Organisations de la Société Civile (OSC). Il y a toujours un volet Genre dans toutes les activités des Nations Unies et là aussi, nous allons travailler pour nous assurer que l'aspect Genre est bien pris en compte. La Sécurisation du processus électoral : ce n'est pas notre rôle à nous principalement, mais on y est toujours impliqués et donc on va voir comment nous pouvons continuer à contribuer à la sécurisation des opérations. Et puis un volet très important qui est : les Opérations post électorales et la pérennisation des acquis, c'est-à-dire qu'on ne parle pas d'un événement électoral, on parle d'un cycle parce que si ces élections se passent bien, ce sera bien mais il faut regarder ce qu'on a pu gagner afin de s'assurer que les élections suivantes à travers les années se passent bien aussi. Et puis finalement la Coordination et mobilisation des ressources. C'est à travers l'Unité de Gestion du Programme que je coiffe au sein du PNUD.

Alors, comme je le disais, le Budget de la CEI pour l'organisation des élections est d'un montant de 36.793.185.181 F CFA. La CEI couvre tout le territoire, comme

vous le savez. Et pour l'instant nous avons financé la formation des commissaires locaux, la formation des formateurs pour la reconstitution des listes électorales, une formation et un séminaire pour les médias, pour la société civile etc. On a aussi aidé à la fabrication de manuels et d'autres fournitures pour ces stages et puis on a aidé le Gouvernement, la Commission électorale, à acheter mobiliers et fournitures de bureaux pour les bureaux des commissions régionales et locales. Les coûts engagés déjà sont de l'ordre de 49% des ressources mobilisées. Je vais vous donner un tableau de la situation financière. La prévision financière totale pour l'Etat et pour les partenaires est, comme je l'ai dit, 36.793.185.181 F CFA. Il est prévu que les partenaires à travers le panier de Fonds financent 21 milliards. Nous avons eu jusqu'à maintenant les contributions suivantes :

De la France : 02 millions d'Euros, soit FCFA 01 milliard 311 millions

Du Japon : F CFA 03 milliards 785 millions

De la CEDEAO : F CFA 210 millions

DU PNUD : F CFA 378 millions

L'Allemagne : F CFA 465 millions

L'Union Européenne a fait deux contributions, au total 23 millions 500 mille d'Euros, soit F CFA 15 milliards 415 millions

Et le Royaume Uni : F CFA 169 millions 293 mille.

Donc on a mobilisé jusqu'à maintenant un total de F CFA 21 milliards 736 millions. Parmi ces 21 milliards, nous avons déjà dépensé 05 milliards 337 millions dans l'achat de fournitures, de matériel informatique, qui est en route. On a commandé d'autres matériels pour les élections même. Je peux répondre à vos questions si vous en avez.

Yves Canisius (Attécoubé FM) : Vous nous avez dit tout à l'heure que sur les 36 milliards on a 21 milliards. Donc cela veut dire qu'il y a encore plus de 10 milliards à chercher et à trouver. Je voudrais donc savoir pour quand le reste cet argent, étant donné qu'on sait que l'argent est vraiment important dans le déroulement du processus électoral ?

SW : Merci ! Il faut préciser que sur les F CFA 36 milliards 793 millions, c'est un amalgame du Budget de l'Etat et des partenaires. C'est le budget qui a été établi l'année dernière dans le mois de juillet, avant mon arrivée. Bien sûr, je crois avec le retard de l'enrôlement, et le report de l'élection, ces chiffres risquent de changer, mais pour l'instant nous sommes ici. C'est prévu que l'Etat finance F CFA 15 milliards 35 millions et puis s'il y a des [insuffisances] on peut voir ce qu'on peut faire.

Jean-Gustave de Bouaffo (Le Nouveau Réveil) : Justement ma préoccupation se situe au niveau de la quote-part de l'Etat. On se rend compte que l'Etat doit déboursier un peu plus de 15 milliards. Alors, ma préoccupation c'est savoir, au cas où l'Etat a des problèmes de financement de nouveau, est-ce que les partenaires ont pensé à rallonger leur quote-part ?

SW : Ecoutez, c'est tout simple. Nous sommes ici pour aider la Côte d'Ivoire. Toute cette installation, toute l'ONUCI est ici pour cela et le PNUD aussi pour aider la Côte d'Ivoire à sortir de la crise, à avoir de bonnes élections et repartir dans la paix. Alors, il est évident que la communauté internationale reste intéressée. Comme M Blackman l'a dit, M Choi est actuellement à New York pour paraître devant le Conseil de sécurité. Nous au PNUD, nous ne dépendons pas du Conseil de sécurité, mais on travaille au niveau des Nations Unies, donc il est logique que nous allons tous travailler ensemble afin de mobiliser des ressources additionnelles si besoin était. Pour l'instant, je ne vois pas de partenaire qui parte.

Ben Diakité (ONUCI FM) : D'abord vous nous dites que le budget est à F CFA 36 milliards. C'est ce qui a été arrêté et que les partenaires au développement ont pu mobiliser, si je m'en tiens à vos propos, 21 milliards. Il reste la part de l'Etat, près de 15 milliards, à mobiliser. Vous gérez au quotidien le Basket Fund, est-ce que pour toute la population ivoirienne, l'Etat ivoirien a déjà un part des 15 milliards ? Si oui, combien ont été utilisés, si non, dites le-nous. Deuxièmement le programme, c'est un programme d'appui au processus électoral. Le processus électoral, il commence en amont avec l'identification, le rétablissement des extraits de naissance. Aujourd'hui tous les acteurs ivoiriens disent qu'au niveau de l'identification, il y a un problème de financement. Est-ce que les partenaires au développement peuvent élargir, entre guillemets, les domaines d'intervention pour intervenir dans le processus l'identification de telle sorte que les dates pour 2009 puissent être tenues »

SW : Je crois que la deuxième question répond à la première, parce qu'effectivement les partenaires se mobilisent pour les questions d'enrôlement mais ça ne fait pas partie de mon projet. Pour nous, c'est défini comme le processus électoral. Si j'ai bien compris, le budget de 36 milliards qui a été arrêté, c'est pour les élections. L'identification, l'enrôlement, c'est autre chose. La CEI a un rôle à jouer là-dedans et ils ne sont pas les seuls. Quand on arrive aux élections, c'est la CEI vraiment qui est seule sur le terrain, si j'ai bien compris. Pour l'instant, vous êtes tous concentrés sur l'enrôlement et là je sais que depuis plusieurs semaines des discussions ont lieu entre les différents acteurs d'enrôlement (la CEI, l'ONI la CNSI, la Primature, la Présidence, et Trésor, je ne sais pas). Là je ne suis pas impliqué. Mais quand l'enrôlement provisoire est fait, alors là commencent les procédures pour les élections. Ceci étant. Il était prévu, c'est bien clair, dans le document du projet, que nous allons aussi aider la Commission Electorale avec les indemnités de ses commissaires et agents au niveau régional et local. Donc au moment où le document du projet avait été signé en décembre, on était d'accord pour débloquer deux mensualités pour les agents et les commissaires de la CEI (novembre-décembre). C'est fait ! 300 millions pour le projet. Il y a aussi une précision que dès l'arrêté de liste provisoire, on paie une autre mensualité et ainsi de suite. C'est précisé dans le document. Donc nous appuyons le Commission Electorale dans cette phase parce que si on ne peut pas faire cela, on ne peut pas faire les élections. Mais nous ne nous sommes pas engagés, et les partenaires qui nous ont donné l'argent n'étaient pas prêts à s'engager, à travers ce Panier de Fonds, dans la question de l'enrôlement. On me précise que l'Etat a déjà décaissé 3 milliards 712 millions dans le cadre des élections, ce qui quand même une partie de ses obligations. Trois milliards, ce n'est pas rien

KB : Merci M Wagenseil. Merci d'avoir assisté à ce point de presse et on se retrouve jeudi prochain

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Kenneth O. Blackman, Chargé des Publications
Tel. : +225-2023392; Portable : + 225-080715 84
Email: kenneth@un.org

<http://www.onuci.org>